

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

**ARRETE**

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT



*Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 23 mars 1987 à M. LE VACON Bertrand pour l'exploitation à BOQUEHO au lieu-dit « Le Liscouët » d'un élevage de 8000 animaux-équivalents ;
- VU la demande présentée par M. GAUDIN Ludovic demeurant à BOQUEHO au lieu-dit « La Villeneuve Morin » en vue de la reprise de l'élevage de M. LE VACON Bernard et de la création d'un poulailler de 59200 animaux-équivalents en extension de l'élevage de 8000 animaux-équivalents déclaré le 23 mars 1987, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations du Conseil municipal de SAINT-GILDAS du 10 juillet 1998 ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile émis respectivement les 31 juillet 1998, 11 juin 1998 et 26 juin 1998 ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 22 septembre 1998 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 30 octobre 1998 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

**- ARRETE -**

**ARTICLE 1er -**

M. Ludovic GAUDIN demeurant à BOQUEHO au lieu-dit « Le Liscouët » est autorisé à exploiter à cette adresse (section C n° 175 et 176), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 67200 animaux équivalents (22400 dindes ou 67200 poulets de chair) de plus d'un mois en présence simultanée.

cette installation classée pour la protection de l'environnement est soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111.1 de la nomenclature sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

.../...

**ARTICLE 2 -**

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

**2-2 Prescriptions générales de sécurité :**

2-2-1 Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est à dire moyennement inflammables).

2-2-2 L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-2-4 Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19.01.1977.

2-2-5 Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessibles aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

**2-3 Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :**

2-3-1 Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celle du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-3-2 Transfert : Le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvement) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvement à la fin de chaque année civile au service des installations classées ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans le (les) zone(s) d'épandage retenue(s). Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, ou de sa rupture, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de l'élevage.

**ARTICLE 3 -**

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

**ARTICLE 4 -**

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

.../...



Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de BOQUEHO pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Ludovic GAUDIN.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Ludovic GAUDIN dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration du 23 mars 1987 susvisé délivré à M. LE VACON Bertrand.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de BOQUEHO  
L'Inspecteur des Installations Classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Ludovic GAUDIN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'au maire de SAINT-GILDAS pour information.

SAINT-BRIEUC, le 22 JAN. 1999

LE PREFET,

**Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,**

Denis DOBO-SCHOENENBERG

